

**1er Mai
dans le 94**

**Les patrons
licencient**

Le gouvernement gesticule

**Relevons la tête
et le poing !**

***Travaillons tous,
travaillons moins !***

***Pas d'allocations en
dessous du SMIC !***

***RDV : Esplanade
de la mairie
de Vitry-sur-Seine***

***Non à la réforme du
marché du travail !***

à 10H00

Liberté de circulation !



**Collectif des travailleurs
Sans-Papiers
de Vitry - 94
CONTACT : 06.29.82.52.96**

CNT94 Confédération Nationale du Travail

dans le Val-de-Marne

27, bvd des Alliés, 94600 Choisy-le-Roi

(PERMANENCE SYNDICALE tous les vendredis 17H00 à 19H00)

contact : etpics94@cnt-f.org ou 06.74.17.60.34



HOLLANDE : LE CHANGEMENT, C'EST EN PIRE ET C'EST TOUT DE SUITE

Bientôt un an depuis l'élection de Hollande. « **Le changement c'est maintenant !** » disait-il dans sa campagne. On peut aujourd'hui mesurer ce que ça veut dire.

L'ANI : un coup contre les travailleurs

L'ANI (accord national interprofessionnel) est une régression terrible du droit du travail. Cet « accord » a été signé entre les patrons du MEDEF, et les bureaucrates syndicaux de la CFDT, la CGC et la CFTC.

Il permettrait à un employeur, en cas de difficultés économiques, d'imposer une baisse de salaire, une augmentation des horaires ou des mutations à l'autre bout de la France. Le patron pourrait licencier ceux qui ne l'acceptent pas et ce licenciement ne serait même pas considéré comme un licenciement économique.

Ces accords seraient dérogatoires au droit du travail et les Prud'hommes ne pourraient même pas juger si ce qui reste de droits aux salariés a été respecté.

Autre saloperie de l'ANI, la création d'un CDI. Le « I » en, plus, c'est pour « intermittent ». Un CDI avec du chômage au milieu mais sans allocations.

Cet accord est en train d'être validé par les députés et de passer dans la loi. Députés UMP ou du Parti Socialiste, tous sont d'accord pour faire baisser le coût du travail. C'est nous qui produisons les richesses, leur 4x4, leur yachts, mais c'est nous qui leur coûtions cher. Et baisser le coût du travail c'est forcément réduire les salaires, les indemnités de licenciement, les allocations chômage.

Les patrons licencient, le gouvernement gesticule

Le chômage, parlons-en. Lors de sa campagne, Hollande s'était affiché avec les salariés d'Arcelor de Florange. Passé l'élection, les socialistes ont découvert qu'ils ne pouvaient rien faire et que de toutes façons, ils n'avaient pas l'intention de s'opposer ni à Arcelor ni à Peugeot ni à Goodyear.

Les salariés en lutte contre les fermetures n'ont que leur force et la solidarité des autres travailleurs à opposer à la voracité des capitalistes. Honneur aux grévistes de Citroën Aulnay qui se battent depuis 15 semaines.

Le résultat des actions des capitalistes, c'est que le nombre de chômeurs grandit, même dans leurs décomptes truqués.

Les allocations chômage sont restés à un niveau dérisoire. L'élection n'a rien changé. Normal, il faut faire pression sur le marché du travail pour que les salaires baissent. Ils n'ont même pas rétabli le fond

d'urgence qui permettait, il y a des années, à des chômeurs de surnager dans leur misère.

Régularisation de tous les Sans-Papiers par une carte de dix ans

Autre moyen pour faire baisser le coût du travail et maintenir les sans-papiers dans l'illégalité. Le PS, qui ne l'avait pas inventé, a continué la politique de régularisation au compte-goutte par un titre salarié d'un an. Ce titre enchaîne la personne au patron, lequel peut lui demander n'importe quoi. Le salarié ne peut pas démissionner, sinon il perd son titre de séjour au moment du renouvellement. Le candidat Hollande qui parlait de sécuriser l'immigration légale n'a rien sécurisé du tout et a repris exactement la politique de son prédécesseur. Et il a nommé au Ministère de l'Intérieur le dirigeant PS le plus hostile aux Sans-Papiers, Manuel Valls, lui-même immigré de son état. Il a promis qu'il n'y aurait pas plus de régularisations que sous Sarkozy.

On a pu le voir dans le département. Le Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry a eu, en tout et pour tout, 9 réponses positives pour des personnes rentrant dans le cadre de la circulaire de Valls, publiée en novembre. Cela en laisse une centaine sur le carreau, employés par des patrons sans scrupules, dans des conditions qu'aucun travailleur avec papier n'accepterait.

Quant à ceux qui ont cru tenter leur chance sans avoir toutes les preuves, les OQTF (obligation de quitter le territoire), commencent à tomber. Et pour faciliter l'expulsion, Valls a transformé tous les commissariats de France et les postes de gendarmerie en zone de rétention. Sa loi, adoptée le 31 décembre dernier, permet de « retenir » un sans-papier pendant 16 heures, le temps des démarches administratives pour préparer son expulsion.

Alors avec Hollande, comme avec Sarkozy, battons nous pour

- **Travaillons tous, travaillons moins sans perte de salaires**
- **Pas d'allocations en dessous du SMIC**
- **Non à l'ANI**
- **Liberté de circulation et d'installation**

LE CHANGEMENT NE VIENDRA PAS D'ÉLUS CORROMPUS OU AU SERVICE DES PATRONS, MAIS DE NOS LUTTES.

Manifestons le premier mai, de la Mairie de Vitry jusqu'à la gare de Vitry

Rendez-vous ! Esplanade de la Mairie à 10h00